

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Deflation-concept-cameleon>



Déflation, concept caméléon

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 24 avril 2015

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Fléau de nos temps ? La déflation refait surface depuis 2014 tel un spectre qui hante l'Europe. Inquiétudes au plus haut niveau ! Où on s'efforce de revenir à la « normale », c'est-à-dire - critère de Maastricht - à une bonne petite inflation annuelle... Ça cache quoi, tout ça ? Concept caméléon que celui de la déflation - ou, pour parler avec Robespierre et Balzac, concept fripon : on dit une chose, mais on en pense une autre et c'est pour ensuite en faire une troisième. Visite guidée...

« La chute de l'euro accorde un léger répit dans la guerre de la déflation ». C'est un titre de presse parmi d'autres du même acabit paraissant avec une certaine régularité. Celui-ci provient du Financial Times daté du 20 octobre 2014, actualité oblige [\[1\]](#), mais on retrouvera ce type de préoccupation dans le passé comme à l'avenir.

Déflation ? La chose intrigue bien sûr, elle n'entre pas dans le vocabulaire courant, elle relève plutôt du langage savant (sauf en anglais : voir l'encadré étymologique), voire pseudo-savant, tant il est vrai que les « experts » de tous crins masquent la banalité de leurs propos partisans par une avalanche de termes cryptés.

Mais, là, donc, on reparle beaucoup de déflation. Dans les rangs syndicaux comme chez les citoyens soucieux de la chose publique, le terme interpelle. Pourquoi déflation et à quoi cela rime-t-il ? Une tentative de clarification ne serait dès lors pas superflue.

Le résumé en résumé

Le lecteur pressé trouvera ci-après le BA-b.a. (portrait en pied) de Dame Déflation.

1. Où qu'on se tourne (presse, banquiers, élites sociales, etc.), la déflation est donnée comme un fléau.
2. Pour mémoire, déflation égale baisse générale des prix dans la durée.
3. Ils baissent parce que baisse le pouvoir d'achat (objectif : s'y adapter).
4. D'où, classiquement, spirale déflatoire (baisse des revenus ' baisse des prix ' pression sur le Â« coût salarial Â» ' baisse des revenus ' baisse des prix, etc.)
5. Toute baisse (ou hausse) des prix est d'abord affaire de mesure : le comment prédétermine le quoi.
6. L'inflation de rogne sur les salaires ni vu ni connu : le salaire (nominal) permet en effet d'acquérir moins de biens ou de services qu'auparavant, car ceux-ci coûtent plus cher. D'où baisse du salaire (réel).
7. L'inflation a naturellement aussi l'avantage de faire baisser les charges réelles de la dette publique.
8. La déflation n'est donc pas tant le contraire que l'ennemi de l'inflation. (Un fléau, disions-nous.)
9. Parenthèse théorique : déflation et inflation ont ceci en commun que, l'une comme l'autre, n'ont en réalité pour effet que de Â« modifier la distribution de la richesse entre les différentes classes sociales Â» (Keynes). Garder cela sans cesse en mémoire.
10. Mission n°1 de la Banque centrale européenne : contenir l'inflation ? Faux ! Elle fait Â« tout ce qu'il faudra Â» pour maintenir l'inflation à un niveau proche de 2%. Pour les susdites raisons. (Contenir les salaires, alléger la charge de la dette publique.)
11. Morale (historique) : l'inflation, pas plus que la déflation, n'a rien de naturel. L'un comme l'autre, c'est politique et c'est du voulu.

Une explication commencera au ras des pâquerettes. On appelle ainsi - première approximation - Â« déflation Â» une situation où on constate une baisse générale des prix. Tout ou presque coûte moins cher. Moins cher que hier et, demain, moins cher qu'aujourd'hui : une situation, donc, où il y a une tendance, dans la durée, vers une baisse généralisée des prix. L'exact contraire, d'une certaine manière, de l'inflation, qui dénote une situation où la tendance est, dans la durée, orientée vers une hausse généralisée des prix.

Schémas scolaires

Ceci, donc, par approximation. On trouvera en fin de texte deux définitions extraites de dictionnaires économiques qui

montrent bien que l'affaire est plus complexe que cela, voire carrément polémique, puisqu'elles se contredisent entre elles.

Deuxième approximation : le lien avec les salaires

Hausse générale des prix. En disant cela, on n'a rien dit. Mieux : on laisse entendre que cette hausse serait un phénomène de génération spontanée et n'aurait pas de cause. Ce n'est pas le cas. Avant d'aller plus loin, histoire de fixer les idées sans tarder, on retiendra dès lors ceci : si les prix baissent, c'est parce que les salaires (les revenus, le pouvoir d'achat) baissent. Dans le jargon économique, on dira que la *demande* globale des ménages s'érode et, donc, que l'*offre* va chercher à s'y adapter, en baissant les prix. Si les gens en général ont moins d'argent, il n'y a guère d'autre issue pour écouler les marchandises que de les vendre à un prix inférieur.

On est là dans un schéma théorique du type \hat{A} « si X, alors Y \hat{A} ». Celui du circuit économique, si on préfère, dont il peut être utile de rappeler ici le cheminement. Lorsqu'une entreprise produit une marchandise, elle en avance le capital, soit sur fonds propres, soit en empruntant. Ses travailleurs y participent aussi - rappel utile - par la fourniture d'une avance : ils sont payés en fin de mois, donc après que leur travail ait été intégré dans la production et donné à la marchandise sa valeur. Là-dessus intervient une intervalle plus ou moins longue, entre le moment où la marchandise sort de l'usine et, via le circuit commercial, celui où elle est achetée et, dès lors, rembourse le capital avancé augmenté du bénéfice escompté. Rembourse - ou non. C'est ce que Marx appelait le \hat{A} « saut périlleux \hat{A} » caractérisant le système capitaliste. Rien ne permet en effet de savoir d'avance si la marchandise produite trouvera des acheteurs pour solder l'avance originelle en capital. Parfois, cela marche, parfois, cela ne marche pas. Ceci est un schéma très simplifié.

Il permet cependant de comprendre le raisonnement typique qu'on rencontre dans les explications de la déflation de type \hat{A} « si X, alors Y \hat{A} ». Elles vont dire que, les revenus de la population étant insuffisants, la marchandise ne trouvera pas assez d'acheteurs - et la ritournelle continue : s'il n'y a pas assez d'acheteurs, le problème sera contourné par une baisse des prix (adaptée au pouvoir d'achat affaibli). Et si les prix baissent, alors le bénéfice sera moindre (ou nul), problème qui à son tour conduira à moins investir (moins produire, moins embaucher) et à rogner sur les coûts de production, à commencer par les salaires, ce qui à son tour (si X, alors Y) amoindra encore plus le pouvoir d'achat nécessaire au circuit du \hat{A} « saut périlleux \hat{A} » - c'est ce qu'on appelle la \hat{A} « spirale déflationniste \hat{A} ». Cela va mal et ce ne pourra qu'empirer, par effet d'entraînement. D'où la morale que tirent la plupart des économistes qui versent dans le manuel scolaire : la déflation est toujours une mauvaise chose pour l'économie d'un pays. Avant de poursuivre, une pause technique...



Pause technique

Lorsqu'on entend que les prix baissent (déflation), ou qu'ils montent (inflation), il faut bien se rendre compte qu'il a fallu, au préalable, disposer d'un instrument de mesure permettant de constater qu'il y a bien un mouvement assez général dans les prix, à la baisse ou à la hausse. Cet instrument est l'indice des prix à la consommation, construit d'après des relevés de prix réguliers dans le commerce dont se chargent en général des agents de l'État, conférant à ces statistiques une allure officielle. On ne rigole pas avec.

La préoccupation (politique) qui prévaut dans ce suivi statistique, nota bene, vise plus à contenir l'inflation qu'autre chose. C'est sur cette base, ainsi, que la littérature anglo-saxonne distingue entre deux types d'indices, l'un mesurant la « headline inflation » (l'inflation qui fait les titres des journaux) et, l'autre, la « core inflation » (l'inflation de base), le premier reflétant le mouvement haussier dans l'ensemble des prix, touchant directement à des degrés divers le consommateur, et le second, plutôt destiné aux décideurs politiques et les chefs d'entreprise, éliminant de la mesure une série de produits jugés moins pertinents, soit parce qu'ils sont soumis à des mouvements saisonniers (fruits et légumes), soit parce qu'ils dépendent de facteurs externes : le pétrole en est le meilleur exemple. En Belgique, « l'indice santé », ôtant tabac, alcools et carburants, en est une variante.

Ceci pour dire que, devant toute donnée issue d'une mesure, il faut s'interroger sur l'instrument qui a produit le résultat. Selon qu'on mesure d'une manière ou d'une autre, le résultat ne sera pas le même. En Belgique, où les salaires sont indexés, et à un degré moindre d'autres revenus, l'indice devient ainsi la cible d'attentions politiques discrètes.

La grande manip'

C'est une chose dont on ne parle pas souvent. Les intéressés n'ont pas intérêt à crier cela sur les toits. Parfois, par inadvertance, ils lâchent cependant le morceau. Guy Quaden, le précédent gouverneur de la Banque nationale, par exemple, en 2006, après la énième révision du mode de calcul de l'indice : il se félicitait de la modération des interlocuteurs sociaux lors de cet exercice de haute voltige et concluait : « Grâce au nouvel indice, l'inflation sera plus faible. » Traduction en bon français : la croissance des salaires (indexés) a été, grâce à cette manipulation de l'instrument de mesure, pour partie jugulée. Les gens gagneront moins, leur pouvoir d'achat baissera.

L'inflation est en d'autres termes un instrument politique redoutable. Dans une étude publiée par le Fonds monétaire international, les économistes Carmen Reinhart et Belen Sbrancia se sont penchés sur la dette énorme contractée par la Grande-Bretagne et les États-Unis en raison des dépenses militaires durant la Seconde Guerre mondiale [2]. Cette dette, il a fallu la liquider.

La technique utilisée, baptisée « répression financière » par les deux économistes, a consisté à émettre des bons d'État dont les taux d'intérêt étaient inférieurs à l'inflation - avec ce résultat magnifique : entre 1945 et les années 1980, grâce à ce taux d'intérêt réel [3] négatif, leur dette s'est en moyenne réduite chaque année de l'équivalent de 3 à 4% du produit intérieur brut, soit entre 30 et 40% par décennie, une opération qui a permis de liquider le stock massif de dettes accumulées durant la guerre. Donc, un transfert gigantesque des épargnants vers l'État, cette « tonte des moutons » étant rendue à l'époque possible grâce à la faculté des États de contrôler mouvements de capitaux et taux d'intérêts.

Ce qu'on en retiendra ici est le caractère « indolore » (en apparence) et invisible du transfert. Si de telles sommes avaient été ramenées dans le giron de l'État par une taxation massive, les gens auraient hurlé, la presse itou. Si elles sont transférées par la main invisible de l'inflation, par contre, personne ou presque ne remarque rien...

L'inflation, arme anti-salariale

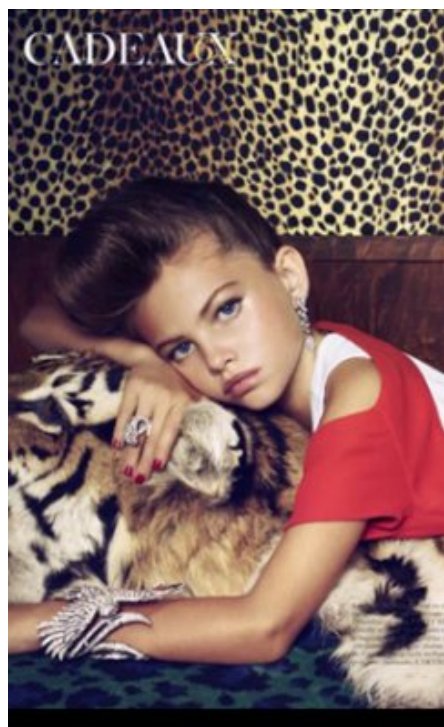
Il en va exactement de même avec les politiques de réductions salariales. Comment faire baisser les salaires sans que les intéressés ne s'en aperçoivent ? Par l'inflation, pardi ! À nouveau, ce n'est pas quelque chose que les cercles gouvernants crient sur les toits. Dans la presse financière, rarement lue par les masses laborieuses, on ne s'en cache pas cependant.

Deux exemples parmi d'autres : dans un article vantant les bienfaits d'une dose appropriée et constante d'inflation, Martin Wolf, le numéro un des commentateurs économiques du Financial Times, notait qu'elle avait l'avantage de mettre en échec « la résistance des travailleurs aux réductions de leur salaire nominal » [4].

Une semaine plus tôt, John Plender, autre commentateur réputé du même journal, a exprimé cela plus crûment : « Il est bien plus facile de réduire les salaires réels en temps d'inflation. » [5] L'un parle de salaire nominal, l'autre de salaire réel : le premier est celui qui se trouve sur la fiche de paie et, le second, celui qui correspond à la valeur réelle du pouvoir d'achat (diminué « grâce » à la l'inflation) dudit salaire nominal. La « résistance » des travailleurs à toute baisse de leur salaire sera d'évidence moins forte si elle s'exerce par l'entremise de la main invisible de l'inflation. On l'a vu, en haut lieu, on est parfaitement conscient.

La main invisible est téléguidée

Jusqu'ici, les phénomènes d'inflation et de déflation ont été abordés comme un mouvement voire un engrenage quasi « naturel ». En constatant que les prix baissent inexorablement - et ils le font depuis plus d'un an (voir graphique ci-dessous) -, c'est à première vue comparable à l'analyse du quidam qui sort de chez lui en s'exclamant : « Tiens ! Il pleut ! » La déflation, pas plus que l'inflation, n'est un incident de météo. L'une et l'autre résultent de politiques délibérées, parfois contrecarrées, qui à leur tour correspondent aux visées, parfois contradictoires, de groupes d'intérêt bien précis.



Pour aller droit au fait. Il est devenu relativement bien connu de la plupart que l'inflation doit, dans la zone euro, être contenue afin de ne pas dépasser 2%. C'est un des critères dits de convergence du Traité de Maastricht (1992) devant permettre la mise en place de la monnaie unique et dont la Banque centrale européenne a été érigée en gardien sourcilieux. Soit dit en passant : « contenir l'inflation », donc une affaire qui peut être encadrée par des mesures politiques - au contraire des nuages qui font tomber la pluie.

Depuis que le « spectre de la déflation » [6] hante l'Europe, cependant, d'aucuns n'ont pas manqué de découvrir avec surprise que le fameux critère des 2%, loin d'être un plafond à ne pas dépasser, reflète en réalité la volonté politique d'atteindre un niveau d'inflation tel qu'il soit proche de 2% (en anglais : « close to but below 2 per cent » - en dessous mais proche de 2%) [7]. Voilà qui change fameusement la donne...

Récapitulons. L'Union européenne a fait le choix politique délibéré d'atteindre un taux d'inflation proche de 2%. À ce choix, plusieurs raisons. On n'en retiendra ici que deux [8].

Primo, on l'a vu, l'inflation est un levier commode pour freiner ni vu ni connu la croissance des salaires et donc veiller à la compétitivité des économies européennes.

Secundo, elle a ce très grand avantage de venir en aide à quiconque a emprunté de l'argent, à commencer par les États endettés : par effet mécanique, l'inflation (l'érosion de la valeur de l'argent) réduit le montant à rembourser - et augmente d'autant la perte de ceux qui l'avaient prêté, qui recevront d'autant moins.

On a ici affaire à un transfert à somme nulle : ce que le débiteur y gagne, le créancier y perd. Le grand économiste John Maynard Keynes a exprimé cela de manière particulièrement lumineuse. Qu'il soit question d'inflation ou de déflation, il importe, notait-il, de graver en mémoire que « chacun a pour effet de modifier la distribution de la richesse entre les différentes classes sociales » [9]. Inflation et déflation ont pour effet - fonction politique centrale - de redistribuer la richesse entre les classes sociales [10]. On prend aux uns, on donne aux autres. Saperlipopette !

Le ni-ni est aux abonnés absents

On comprend dès lors mieux l'inquiétude de la Banque centrale européenne. En l'absence d'inflation, l'endettement des États membres va s'aggraver - et si la déflation ne conduit certes pas à faire croître les salaires, sa « spirale » (premier diagramme ci-dessus) va, elle, ralentir l'économie, bloquer la sacro-sainte croissance, bref appauvrir l'Union européenne dans son ensemble. On est ici, pour ainsi dire, dans le vif du sujet. De la poule et de l'oeuf, qui est poule et qui est oeuf ?

Dans le présent cas de figure, il n'y a pas grand mystère. La poule s'appelle Banque centrale européenne et l'oeuf, produit par notre poule pondreuse, se nomme politiques d'austérité [11] - un étouffement de l'économie dont la folie a été dénoncée par des plumes critiques, peu suspectes d'utopisme archaïque, Martin Wolf (Financial Times), Paul Krugman (New York Times) et même Bruno Colmant (L'Écho) pour ne citer que ceux-là.

Comment en effet s'étonner un seul instant que, en serrant sans cesse la vis des salaires et des dépenses publiques, donc en comprimant de plus en plus la demande, les entreprises ne soient guère enclines à investir : à quoi bon produire puisqu'il n'y a plus grand monde pour acheter ? D'où les réserves en « cash » énormes dont disposent les grandes entreprises européennes [12], d'où faute de débouchés sur le versant productif les mille et une recettes pour dégonfler le matelas en arrosant les actionnaires (dividendes et rachats d'actions) et en procédant à des placements spéculatifs...

Alors ? Alors pour conclure ce bref tour d'horizon, tentons une pirouette méditative. L'inflation, la chose est entendue, n'est pas très joyeuse pour le monde du travail, elle grignote, ni vu ni connu, les salaires de manière méthodique. Déprimante également pour les rentiers (et petits épargnants !) dont la rente ou l'épargne se voient greffées par des taux d'intérêts négatifs. La déflation, cependant, n'est guère plus réjouissante : les prix sont certes à la baisse, le pouvoir d'achat s'en trouve amélioré mais, au long terme, elle étrangle l'économie, mène aux dépôts de bilan et au chômage.

De deux maux ne faudrait-il pas cependant en préférer aucun : l'étrange dans l'affaire est en effet que personne ou presque dans la sphère de la décision politique et du débat public ne prône la stabilité des prix, donc une situation où il n'y aurait ni inflation, ni déflation.

Comme John Kay l'a rappelé voici peu [13], l'accoutumance à l'inflation, jugée chose « normale », est chose relativement récente : « En 1913, contrairement à aujourd'hui, une livre britannique ou un dollar américain permettait d'acheter la même quantité de marchandises qu'un siècle auparavant. Pendant cent ans, l'équivalent de trois générations, c'était donc : zéro inflation, zéro déflation. Comme quoi... En économie, rien n'est naturel, tout est politique.

Un peu d'étymologie

L'anglais a ce grand avantage sur la langue française d'avoir une prise vivante du terme de déflation. Là, où le français n'a qu'un substantif d'un usage peu courant, l'anglais dispose en outre non seulement du verbe (deflate, « déflater » pour transposer grossièrement), qui signifie « dégonfler » - un ballon, un pneu - ainsi que son contraire (inflate, « inflater ») qu'on utilise au sens de gonfler - un ballon, un pneu, une poupée gonflable - et même, dans un champ voisin, un adjectif (inflatable), que tout vacancier anglophone associe aux matelas gonflables (inflatable mattress) qui font le bonheur des plages. La déflation, et l'inflation, peuvent en d'autres termes facilement être détrônés du piédestal de la langue savante en anglais grâce à l'image du ballon : gonflé, il flotte joyeusement en l'air, crevé, il fait figure piteuse à terre... Notons en passant que, pour éviter le « gros mot » de déflation, les économistes férus d'humour involontaire utilisent de temps à autre le terme d'inflation négative (sic).



The Penguin dictionary of economics, G. Bannock, R.E. Baxter & R. Rees, 1972, 2nd ed 78, pocket 82

Déflation. **1.** Une réduction du niveau général des prix. Antonyme d'inflation. **2.** Une réduction du niveau d'activité économique dans une économie. La déflation conduira à de plus bas niveaux dans le **revenu national**, l'**emploi** et les **importations**, ainsi qu'à un degré moindre d'augmentation des salaires et des prix. Elle peut procéder de

politiques monétaires, telles qu'un relèvement des **taux d'intérêt** et de la contraction de l'offre en monnaie, et/ou de **politiques fiscales**, telle qu'une augmentation de la **taxation** (directe et indirecte) ou des réductions dans les dépenses publiques. Les buts de la déflation peuvent être d'améliorer la **balance des paiements**, pour partie en réduisant la **demande agrégée** et donc les importations, et pour partie en provoquant une **désinflation** en aidant les exportations. **3.** L'ajustement d'une variable économique mesurée en termes de **monnaie** par le biais d'une **indexation** des prix aux fins d'arriver à une estimation des modifications de la variable en **termes réels**.

Dictionnaire économique et social, Janine Brémond et Alain Geledan, Hatier, 1981. (*Définition particulièrement savoureuse en l'état désastreux de l'Union européenne - ndlr.*)

La déflation. Paradoxalement, la déflation n'est pas l'inverse de l'inflation. La déflation est un ensemble de mesures visant dans un cadre libéral à restreindre la demande pour réduire les tensions sur les prix (politique déflationniste) :

- ▶ réduction des dépenses publiques
- ▶ augmentation de la pression fiscale pour limiter les revenus disponibles des ménages
- ▶ encadrement du crédit, montée du taux de l'escompte, afin de limiter la croissance de la masse monétaire
- ▶ limitation des salaires, des marges bénéficiaires
- ▶ blocage des prix...

[1] Cela ne s'est guère amélioré en 2015 : le 30 janvier, c'était au tour de l'Allemagne de basculer en déflation...

[2] Financial Times, 10 mai 2011.

[3] Le taux d'intérêt réel est le taux d'intérêt affiché (nominal) moins l'inflation.

[4] Financial Times, 13 novembre 2013.

[5] Financial Times, 6 novembre 2013.

[6] Le terme est devenu courant dans la presse financière, dernièrement dans le Financial Times du 28 octobre 2014 qui titrait « Les stress tests bancaires n'ont pas permis d'obvier le spectre de la déflation » (Bank stress tests fail to tackle deflation spectre).

[7] Voir <http://glossary.reuters.com/index.php?title=ECB>.

[8] Il y en a d'autres. L'inflation est utile aux entreprises exportatrices (via le taux de change, elles gagneront... au change). Utile aussi aux marchandises importées (elles seront moins chères), mais néfaste aux marchandises produites sur place (elles seront plus chères), ou pour le dire autrement : utile aux multinationales qui font produire ailleurs et néfaste pour les petites entreprises qui produisent localement pour le marché local...

[9] J.M.Keynes, « Essais sur la monnaie et l'économie » (1931), Payot, coll "Petite Bibliothèque Payot", Paris, 1971, pp.16-17. Voir encore « Inflation, pouvoir d'achat et pouvoir de propagande », Gresea, 2007, <http://www.gresea.be/spip.php?article429>

[10] Pour résumer à grands traits : la redistribution par l'inflation transfère ainsi la perte subie par quiconque est créancier (petits et grands épargnants, par exemple, qui ont placés, donc prêté aux banques : leurs avoirs valent moins) en un gain pour quiconque est débiteur (par exemple, États endettés et « investisseurs » levant des capitaux : ils doivent moins rembourser... aux premiers).

[11] Pour simplifier : la poule pondeuse agit en effet de concert avec la Commission européenne et les États membres, voire encore le FMI (cas de la Grèce) et les politiques d'austérité avancent masquées sous une foule d'acronymes bureaucratiques, Traité TSCG, « Six-Pack », et on en passe...

[12] Quelque 1.060 milliards d'euros, fin 2014, informait le Financial Times (18 décembre 2014), dont 20% détenus par le top 10 où l'on trouve par exemple Volkswagen, Total, EDF et BP.

[13] Financial Times, 28 janvier 2015.